je recherche des renseignements sur les « mères de la place de mai » en Argentine, leur action…



Par Georgez [CC BY 3.0], via Wikimedia Commons

comment est né le mouvement pendant la dictature de Videla de 76 à 83 et ce qu'il en est aujourd'hui. D'avance merci.

Notre réponse du 05/01/2017

I) Sur le Web :

Il existe un article de Wikipédia bien documenté sur ce sujet Mères de la place de Mai.

Voir aussi un article du portail OpenEdition (ressources électroniques en sciences humaines et sociales) :
Une passerelle entre l'art et ce mouvement : **La caresse de l'art et les « Mères de la Place de Mai »**
Réflexions autour des œuvres « argentines » de Michèle Lepeer, Alice Verstraeten, *Amerika* [En ligne], 8 | 2013, mis en ligne le 10 juillet 2013, consulté le 06 janvier 2017.
URL : http://amerika.revues.org/4018 DOI : 10.4000/amerika.4018

II) Voici quelques références d'ouvrages disponibles à la Bibliothèque publique d'information à Paris :

Volver : 300 semaines pour 30.000 disparus pendant la dictature d'Argentine : 1976-1983
Après le coup d'Etat argentin de 1976, des femmes se sont réunies chaque semaine devant le palais présidentiel de Buenos Aires, portant sur la tête un foulard blanc, sur lequel était inscrit l'un des noms des 30.000 disparus du régime. Ces manifestations durèrent plusieurs années.
P. Bercis, fondateur des Nouveaux droits de l'Homme, revient sur cette révolte pacifique.
https://catalogue.bpi.fr/fr/document/ark:/34201

Mères et folles sur la place de Mai : Argentine 1977-2000
https://catalogue.bpi.fr/fr/document/ark:/34201

Une mère contre la dictature
Résumé : H. de Bonafini menait une vie familiale paisible lorsque ses deux fils et sa belle-fille ont été enlevés par la police militaire argentine. Le témoignage d'une femme en lutte qui a joué un rôle exemplaire et central dans le mouvement des mères de la place de Mai.
https://catalogue.bpi.fr/fr/document/ark:/34201

Disparition et témoignage : réinventer la résistance dans l'Argentine des mères de la place de Mai
Réflexion transdisciplinaire mêlant expériences de terrain et témoignages directs des victimes de la guerre sale livrée par la dictature militaire argentine (1976-1983) contre les opposants politiques. Les Mères de la place de Mai est une association des mères d'enfants disparus ou assassinés qui manifestaient régulièrement devant le siège du gouvernement, à Buenos Aires.
https://catalogue.bpi.fr/fr/document/ark:/34201

III) Aujourd'hui :

Dans la presse récente (nous vous proposons de larges

extraits), cette recherche a été effectuée à partir d'une base de données en presse : Europresse. Voici 04 articles :

1) **Argentine : un billet en hommage aux Mères et aux Grands-Mères de la place de Mai**
Source : Le Parisien.fr, A la une, vendredi 27 mars 2015, R.T

> *L'Argentine a annoncé jeudi l'émission d'un nouveau billet de 100 pesos en hommage aux Mères et aux Grands-Mères de la place de Mai, deux associations célèbres pour leur lutte contre les violations des droits de l'Homme commises pendant la dictature (1976-1983).*
> *(…) L'association des Grands-Mères de la place de Mai, présidée par Estela de Carlotto, a retrouvé 116 petits-enfants parmi les quelque 500 enfants volés sous la dictature après être nés pendant la détention de leurs mères.*
> *Pour leur part, les Mères de la place de Mai, dont un groupe appelé Linea Fundadora s'est séparé, ont commencé en 1977 à réclamer des informations sur leurs enfants disparus en marchant sur la place de Mai, dans le centre de la capitale argentine, devant le palais du gouvernement. (…)*

2) **Ouverture partielle des archives du Vatican sur la dictature argentine**
AFP Infos Mondiales, jeudi 23 avril 2015, Buenos Aires, 23 avr 2015 (AFP) – –

> *Les archives du Vatican sur la période de la dictature en Argentine (1976-1983) sont partiellement ouvertes, a rapporté jeudi une militante des droits de l'homme ayant rencontré le pape François à Rome. (…)*
> *Estela de Carlotto, présidente des « Grandes-mères de la Place de mai », a salué sur la même radio ce pas en avant mais souligné qu' »il n'y aura pas déclassification massive », l'ouverture se fera au cas par cas « sur ordre judiciaire ». « On ne peut pas attendre de miracles », a-t-elle commenté.*

L'organisation des Grands-mères a permis d'identifier et de retrouver 116 enfants d'opposants nés sous la dictature et volés à leurs parents par la junte. Elle en recherche quelque 400 autres. Quelque 30.000 personnes sont mortes ou ont disparu sous le dernier régime militaire argentin.

3) **Pour la justice et la mémoire, les procès de la dictature continueront en Argentine**

AFP Infos Françaises, mardi 24 novembre 2015, Buenos Aires, 24 nov 2015 (AFP) – –

Un éditorial du journal La Nacion appelant à mettre un terme aux procès des crimes de la dictature (1976-1983) a causé la stupeur en Argentine, ravivant de vieilles blessures, mais le président élu a assuré que le processus continuerait.
En 2003, l'Argentine a entamé un processus judiciaire unique au monde et un travail de mémoire considérable. Des centaines de militaires, policiers ou civils coupables de crimes ont été jugés et emprisonnés, y compris les chefs de la junte militaire, comme le général Videla.
(…)
L'emblématique présidente de l'ONG des Grands-Mères de la Place de Mai, Estela Carlotto, s'est insurgée. « Ceux qui ont commis des délits doivent payer, insiste-t-elle. Ce sont des personnes dangereuses, des gens qui n'expriment aucun regret, qui n'avouent pas ».
(…)
La dictature est un thème sensible en Argentine, où les Mères et Grands-Mères de la place de Mai ne baissent pas la garde. Tous les jeudi depuis 1977, elles manifestent sur la place de Mai, devant le palais présidentiel et la cathédrale, pour exiger la vérité sur leurs enfants ou petits-enfants disparus.Pour Nora Cortiñas, 85 ans, une des Mères de la place de Mai, « les procès, on les a obtenus de haute lutte, en manifestant des années et des années, et on a obtenu des condamnations ».
Selon les ONG, 30.000 personnes sont portées disparues et 500

enfants de militants exécutés ont été confiés en adoption à des familles liées au régime militaire.
Pour le prix Nobel de la paix Adolfo Perez Esquivel, le processus est irréversible. « Nous attendons encore de nombreuses réponses sur les disparus et sur les enfants, rappelle-t-il. Recourir à la justice est un droit qu'on ne peut retirer à aucun citoyen. Malheureusement, il existe des nostalgiques. Nous ne sommes pas disposés à faire un seul pas en arrière. »

4) L'histoire du jour
En Argentine, la présidente des Mères de la place de Mai fait courir les juges
Libération, Expresso, samedi 6 août 2016, p. 6

Un mandat d'arrêt a été émis contre l'outrancière défenseure des disparus de la dictature, Hebe de Bonafini, qui refuse de se rendre aux convocations de la justice dans le cadre d'une enquête sur l'utilisation de fonds publics.
François-Xavier Gomez
(…)
Depuis le retour à la démocratie, Hebe de Bonafini n'a cessé d'occuper l'espace médiatique. Elle s'est d'abord investie dans le combat contre l'oubli des atrocités commises sous la dictature, au moment où était adoptée la loi dite du «point final», qui innocentait en 1986 la majorité des acteurs de la répression au nom de «l'obéissance due» par les militaires à leurs supérieurs. Devenue un fidèle soutien du régime de gauche des époux Kirchner, elle a bénéficié de généreuses subventions de leur part pour lancer un centre culturel et faire vivre son association.
Mais ses déclarations véhémentes et sa défense des régimes socialistes autoritaires (Cuba, Venezuela) ont fini par entacher sa réputation. (…)
Aujourd'hui, la cible de la colère de Hebe de Bonafini est le juge Marcelo Martínez de Giorgi. Après la défaite de Daniel Scioli, candidat adoubé par Cristina Kirchner, à la

présidentielle, la justice a eu les coudées plus franches pour enquêter sur l'utilisation de l'argent public par les proches du pouvoir «K» (c'est ainsi que la presse argentine appelle tout ce qui touche au kirchnérisme.
(…)
Fidèle à sa ligne de défense, Hebe de Bonafini met en avant ses combats pour les droits de l'homme et évite de livrer des détails sur les finances de l'association, préférant dénoncer un règlement de comptes de la justice contre les partisans de l'ex- présidente.
Les déclarations à l'emporte-pièce sont une constante chez Hebe de Bonafini.
(…)
Déclarée «en rébellion» pour son refus réitéré de répondre aux magistrats, Hebe de Bonafini est interdite de sortie du territoire et peut être arrêtée à tout moment. Ce qui ne lui fait vraisemblablement ni chaud ni froid : vendredi, elle annonçait qu'elle se rendrait dans l'après-midi, comme prévu, à une réunion, dans la ville de Mar del Plata.

Cordialement,

Eurêkoi – Bibliothèque Publique d'Information